

La France rétrogradée en musée baisodrome et pétaudière : jusqu'à quand ?



Par Lucien SA Oulahbib

Olivier Passet (sur Xerfi Canal) se demande « *comment la France s'évertue à pénaliser le travail qualifié ?* »... N'est-ce pas parce qu'il aura été décidé dans les très hautes sphères de la Globalisation FTN que la France serait principalement comme la Grèce, la Tunisie, la Thaïlande un lieu touristique (*hot spot*) nécessitant des métiers peu qualifiés ?...

Dans ce contexte, rappelons que la Chine reste, on le sait, l'Atelier (avec ses propres sous-traitants) l'Allemagne et l'Italie (en excédent primaire et commercial) fournissant les machines-outils...

D'où la nécessité de réduire le coût des cotisations sociales pour « ces métiers en tension » selon la nouvelle formule désormais consacrée. Ceci implique alors d'importer beaucoup d'immigration, car les salaires sont médiocres pour les autochtones, mais ceci nécessite aussi de reporter les cotisations sur les moyens et hauts salaires restants encore en France (avant que le distanciel intégral ne les fasse également fuir en permettant, mais dans une certaine mesure, la gestion de la logistique) et que cette immigration accepte dans sa majorité de travailler, ce qui n'est pas le cas. Elle préfère attendre d'avoir le statut adéquat qui nécessite cependant d'avoir des enfants pour toucher en priorité les allocations et le logement social *ad hoc*. D'où la quadrature du cercle actuel : cette situation au bout du bout ne suffit pas à redresser les comptes sociaux malgré les gestions comptables à couteaux tirés de la santé, la justice, l'école, la police, l'armée...

D'où, donc, le déficit chronique du budget global (fonctionnement et social) soutenu certes par la Banque centrale européenne et en sous-main par l'Allemagne, et ce même aujourd'hui (contrairement au théâtre soi-disant de la « méésentente » franco-allemande) malgré l'accident « industriel » de la guerre en Ukraine qui au fond l'arrange bien pour vendre son éolien et son solaire (avec la complicité chinoise, d'où le voyage du chancelier allemand en Chine) sachant qu'elle pourra toujours pomper de l'électricité française, acheter US plutôt que français en matériel militaire, en échange de ce déficit global chronique, quitte même à lui revendre de l'électricité (bientôt hydrogène compris) via le

marché européen de l'énergie (même Ubu n'y aurait pas pensé).

Comment faire maintenant pour s'en sortir sur le court et moyen terme si une équipe réellement alternative venait au pouvoir suite à des élections législatives anticipées ?

Il ne sera pas plus possible de sortir, d'entrée de jeu, de la globalisation, tant la dépendance et le déficit commercial sont désormais abyssaux (le Venezuela n'est pas loin en fin de *compte*), que de réorganiser sur le champ les comptes en particulier sociaux vu le poids grandissant des intérêts de la dette. Néanmoins il serait possible pour y arriver et sans en appeler à la banqueroute (et autres « assignats ») comme le préconisent certains (sans être ni Robespierre ni Bonaparte pour compenser, juste Lénine...) de s'appuyer, immédiatement, sur de réels fonds de pension fonctionnant en blockchain garanti (évitant les risques inconsidérés et les captations bureaucratiques propres aux « cavaleries » diverses...) permettant ainsi d'élargir l'assiette de financement à la fois des diverses assurances sociales et des investissements structuraux pour remettre à flot les Fondamentaux comme le nucléaire, la justice, l'enseignement, la recherche, police et armée...

Cela permettrait également de réduire le taux de prélèvement pour les moyens et hauts salaires (ce qui les ferait rester en France) surtout en cas de « salaire complet », le tout avec un Fonds Commun de Solidarité (FCS) pour les plus démunis et en vue d'amoinrir les coûts onéreux en matière de soins et de formation...

Tout se tient : c'est bien parce que l'on a laissé faire, laissé passer les actions d'une élite ignare et avare compensant sa niaiserie en affaires (nucléaire, sous-marins, hydrogène...) par un excès narcissique et autoritaire à tics totalitaires que l'on se retrouve, citoyens français et amis de la France, en position de rétrogradation d'un pays autrefois puissant et respecté, malgré ses échecs, en république de plus en plus bananière (à l'instar de ce qui se passe désormais en Belgique et aux Pays-Bas).